

DÉFIS JURIDIQUES DES SOIGNANTS

ZONE GRISE — Corrigés séparés

Pack 07

Accès réservé

Le corrigé explicite le raisonnement. Il ne remplace ni l’analyse du cas concret ni les procédures locales.

© JurisMedX - L. Petoud - octobre 2026

CORRIGÉ 33 Le patient exige un traitement que je juge inutile : dois-je le faire ?

Réponse au mini-cas

L'autodétermination protège le choix entre les options médicalement proposées et le droit de refuser ; elle ne crée pas, à elle seule, une indication médicale. Demander un second avis, puis soutien du cadre, de l'éthique clinique ou du juridique si le conflit persiste.

Grille de raisonnement

1. Identifier qui est juridiquement habilité à décider pour la question précise.
2. Nommer les droits, devoirs et intérêts qui entrent en collision.
3. Chercher une règle spéciale : urgence, mineur, contrainte, santé publique, détention, données ou dispositif.
4. Choisir la mesure proportionnée et, lorsque possible, la moins restrictive.
5. Documenter les faits, la décision, les alternatives et l'escalade.

QCM — réponses

1. Vrai — Le principe résume le réflexe juridique principal de la fiche.

2. Faux — Cette affirmation simplifie à tort une situation qui exige une analyse individualisée.

3. Vrai — La traçabilité factuelle et l'escalade adaptée sécurisent le patient et le professionnel.

4. Faux — Ce raccourci augmente le risque juridique et clinique.

5. Vrai — L'escalade proposée vise une instance compétente lorsque la zone grise dépasse le niveau du professionnel seul.

© JurisMedX - L. Petoud - octobre 2026

CORRIGÉ 34 Le patient dit oui… mais a-t-il réellement compris ?

Réponse au mini-cas

Une signature ou un « oui » ne remplace pas une compréhension suffisante de l'information pertinente. Faire intervenir interprétariat, médecin responsable ou spécialiste de la communication si la compréhension reste douteuse.

Grille de raisonnement

1. Identifier qui est juridiquement habilité à décider pour la question précise.
2. Nommer les droits, devoirs et intérêts qui entrent en collision.
3. Chercher une règle spéciale : urgence, mineur, contrainte, santé publique, détention, données ou dispositif.
4. Choisir la mesure proportionnée et, lorsque possible, la moins restrictive.
5. Documenter les faits, la décision, les alternatives et l'escalade.

QCM — réponses

1. Vrai — Le principe résume le réflexe juridique principal de la fiche.

2. Faux — Cette affirmation simplifie à tort une situation qui exige une analyse individualisée.

3. Vrai — La traçabilité factuelle et l'escalade adaptée sécurisent le patient et le professionnel.

4. Faux — Ce raccourci augmente le risque juridique et clinique.

5. Vrai — L'escalade proposée vise une instance compétente lorsque la zone grise dépasse le niveau du professionnel seul.

© JurisMedX - L. Petoud - octobre 2026



CORRIGÉ 35 Il refuse en urgence, mais je ne sais pas s'il est capable de discernement

Réponse au mini-cas

La capacité de discernement est décisionnelle et contextuelle ; en urgence, il faut l'évaluer rapidement sans confondre refus et incapacité. Faire appeler le médecin responsable et, si possible, rechercher directives/représentant ; documenter l'urgence et l'évaluation.

Grille de raisonnement

1. Identifier qui est juridiquement habilité à décider pour la question précise.
2. Nommer les droits, devoirs et intérêts qui entrent en collision.
3. Chercher une règle spéciale : urgence, mineur, contrainte, santé publique, détention, données ou dispositif.
4. Choisir la mesure proportionnée et, lorsque possible, la moins restrictive.
5. Documenter les faits, la décision, les alternatives et l'escalade.

QCM — réponses

1. Vrai — Le principe résume le réflexe juridique principal de la fiche.

2. Faux — Cette affirmation simplifie à tort une situation qui exige une analyse individualisée.

3. Vrai — La traçabilité factuelle et l'escalade adaptée sécurisent le patient et le professionnel.

4. Faux — Ce raccourci augmente le risque juridique et clinique.

5. Vrai — L'escalade proposée vise une instance compétente lorsque la zone grise dépasse le niveau du professionnel seul.

© JurisMedX - L. Petoud - octobre 2026

CORRIGÉ 36 Patient inconscient, directives refusant une transfusion : que fait l'équipe ?

Réponse au mini-cas

Une directive anticipée connue doit être prise au sérieux ; l'urgence n'autorise pas à l'ignorer simplement parce que l'équipe préférerait une autre option. Vérifier validité, applicabilité et éventuels doutes avec le médecin senior/juridique ; documenter la décision et les alternatives.

Grille de raisonnement

1. Identifier qui est juridiquement habilité à décider pour la question précise.
2. Nommer les droits, devoirs et intérêts qui entrent en collision.
3. Chercher une règle spéciale : urgence, mineur, contrainte, santé publique, détention, données ou dispositif.
4. Choisir la mesure proportionnée et, lorsque possible, la moins restrictive.
5. Documenter les faits, la décision, les alternatives et l'escalade.

QCM — réponses

1. **Vrai —** Le principe résume le réflexe juridique principal de la fiche.
2. **Faux —** Cette affirmation simplifie à tort une situation qui exige une analyse individualisée.
3. **Vrai —** La traçabilité factuelle et l'escalade adaptée sécurisent le patient et le professionnel.
4. **Faux —** Ce raccourci augmente le risque juridique et clinique.
5. **Vrai —** L'escalade proposée vise une instance compétente lorsque la zone grise dépasse le niveau du professionnel seul.

© JurisMedX - L. Petoud - octobre 2026

CORRIGÉ 37 Une adolescente me demande de ne rien dire à ses parents

Réponse au mini-cas

Un mineur capable de discernement peut bénéficier du secret même à l'égard de ses parents ; l'évaluation dépend de la décision et du contexte. Demander aide pédiatrique, sociale ou médico-légale si un danger, une maltraitance ou un conflit de protection apparaît.

Grille de raisonnement

1. Identifier qui est juridiquement habilité à décider pour la question précise.
2. Nommer les droits, devoirs et intérêts qui entrent en collision.
3. Chercher une règle spéciale : urgence, mineur, contrainte, santé publique, détention, données ou dispositif.
4. Choisir la mesure proportionnée et, lorsque possible, la moins restrictive.
5. Documenter les faits, la décision, les alternatives et l'escalade.

QCM — réponses

1. **Vrai —** Le principe résume le réflexe juridique principal de la fiche.
2. **Faux —** Cette affirmation simplifie à tort une situation qui exige une analyse individualisée.
3. **Vrai —** La traçabilité factuelle et l'escalade adaptée sécurisent le patient et le professionnel.
4. **Faux —** Ce raccourci augmente le risque juridique et clinique.
5. **Vrai —** L'escalade proposée vise une instance compétente lorsque la zone grise dépasse le niveau du professionnel seul.

© JurisMedX - L. Petoud - octobre 2026

CORRIGÉ 38 Une femme enceinte refuse le traitement recommandé : peut-on passer outre ?

Réponse au mini-cas

La grossesse ne supprime pas l'autonomie décisionnelle de la patiente capable de discernement ; la qualité de l'information et la gestion du conflit deviennent cruciales. Organiser une discussion obstétricale interdisciplinaire, second avis et soutien éthique/juridique en cas de conflit majeur.

Grille de raisonnement

1. Identifier qui est juridiquement habilité à décider pour la question précise.
2. Nommer les droits, devoirs et intérêts qui entrent en collision.
3. Chercher une règle spéciale : urgence, mineur, contrainte, santé publique, détention, données ou dispositif.
4. Choisir la mesure proportionnée et, lorsque possible, la moins restrictive.
5. Documenter les faits, la décision, les alternatives et l'escalade.

QCM — réponses

1. **Vrai —** Le principe résume le réflexe juridique principal de la fiche.
2. **Faux —** Cette affirmation simplifie à tort une situation qui exige une analyse individualisée.
3. **Vrai —** La traçabilité factuelle et l'escalade adaptée sécurisent le patient et le professionnel.
4. **Faux —** Ce raccourci augmente le risque juridique et clinique.
5. **Vrai —** L'escalade proposée vise une instance compétente lorsque la zone grise dépasse le niveau du professionnel seul.

© JurisMedX - L. Petoud - octobre 2026